

## Chômeurs, salariés, coordonnons les luttes !

Les choix des entreprises visent à utiliser la crise pour faire porter sur le monde du travail les coûts de la récession économique et sociale. Les salarié-e-s précaires ont été les premiers licencié-e-s. Les droits des chômeurs ont suivi la même évolution, raccourcissement de la durée d'indemnisation et baisse des revenus. La précarité s'étend sous de multiples formes, accès au logement, santé, transports, formation, papier=. Face à cette explosion du chômage et de la précarité, le gouvernement de Sarkozy choisit pourtant de s'attaquer aux droits et revenus des chômeurs et aux salariés. C'est de la provocation, après les milliards trouvés pour renflouer les banques et des entreprises !

2009 année noire ! La première conséquence de la crise du système économique capitaliste est l'aggravation du chômage et de la précarité ! Plus d'un million de nouveaux chômeurs pourraient grossir les rangs des demandeurs d'emploi cette année. Derrière ces chiffres se cachent autant de drames humains et financiers, de parcours professionnels brisés et de familles parfois. Les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage et sont exclus de tout revenu. Les jeunes, les femmes, les immigrés constituent l'essentiel des travailleurs précaires. La précarité s'accompagne de la soumission de la formation aux intérêts patronaux.

Nous déclarons la guerre à la misère ! Les chômeurs, précaires, ont le droit de vivre. Les chômeurs ne sont pas des sous-travailleurs ! Nous refusons la criminalisation des pauvres ! Nous dénonçons les mesures qui créent la précarité et celles qui l'aggravent comme le RSA, les contrats aidés et le trop faible montant des revenus de remplacement. Face à la crise, des mesures immédiates s'imposent. Nous opposons le droit à un emploi bien payé et de qualité, le droit à une garantie de revenu, et l'instauration d'une continuité des droits pour tous et toutes.

- **Le droit à un emploi de qualité pour toutes et tous.** Nul ne peut être privé d'emploi et de revenu ! Contester les licenciements est légitime, nous exigeons une nouvelle législation sociale qui rende le droit à l'emploi effectif et soit fondée sur la continuité des droits : contrat de travail, obligation de reclassement, et financée par un fonds patronal mutualisé. Cette loi doit aussi contenir **la réduction du temps de travail permettant le travail de tous**, l'interdiction des contrats précaires subis, la réintégration des salariés précaires licenciés depuis des mois.
- **La discrimination sous toutes ses formes (raciste, sexiste...)** dans l'accès à tous les droits et à la progression professionnelle doit être combattue par une loi-cadre nationale et les sans-papiers doivent être régularisés. Suppression des inégalités hommes / femmes en matière de formation, de salaires, d'accès aux métiers, de retraite.
- L'accès de tous les chômeurs, précaires et étudiants à un **statut de vie sociale et professionnelle** garantissant dans tous les cas un revenu individuel et inconditionnel décent dès 16 ans, ayant au minimum pour référence le SMIC revalorisé, et non diminué des prestations sociales et de logement. Ce statut de vie sociale et professionnelle sera à la charge du patronat.
- **La continuité des droits sociaux** afférents à ce statut (logement, santé, formation, points de retraite, progression de carrière, papiers...), la possibilité de tout-e travailleur-se à temps partiel de passer sur demande à temps plein.
- **Pour des services publics au service des citoyens et des plus démunis** : nous exigeons l'arrêt de toute suppression d'emploi et la résorption de la précarité dans les services publics, l'annulation de toutes les privatisations et le contrôle services publics par les salariés et les citoyens. Les services publics doivent être étendus à la petite enfance et aux personnes âgées et dépendantes. Nous exigeons la création d'emplois socialement utiles et écologiquement soutenables.

**Nous n'avons pas à faire les frais de la faillite du système capitaliste** qui engendre misère, licenciements et déstructuration sociale. Nous appelons tous ceux qui ne se résignent pas, les salariés se battant pour leur emploi, les chômeurs pour obtenir un revenu suffisant et un emploi, toutes les organisations du monde du travail à s'unir. Il est temps que les 4 millions de Chômeurs et les millions de Travailleurs Précaires soient vus et entendus ! Il est temps que s'unissent chômeurs, précaires, salariés menacés de licenciement.

Nous dénonçons les conditions d'accueil des chômeurs dans le nouveau Pôle Emploi, demandons l'arrêt du 3949 et du suivi mensuel personnalisé et de tout contrôle / radiation / sanction. Nous appelons à intervenir tous ensemble dans les agences à chaque fin de mois pour une agence tournée vers le service public

Nous appelons à l'organisation de marches régionales contre le chômage, les licenciements et les précarités aboutissant dans les grandes villes de France le 5 décembre 2009 et invitons dès maintenant à la mise en place d'assemblées unitaires partout pour les préparer. D'autres actions s'imposent pour répondre à l'urgence sociale, notamment à l'échelle européenne dès cette année et en 2010 lors de la présidence de l'U.E. par la Belgique.

Nous invitons les chômeurs, précaires, salariés, du jeune au retraité, à rédiger ensemble des cahiers de doléances regroupant nos exigences pour la période actuelle.